

Code de déontologie des sages-femmes

Comité éditorial pédagogique de l'UVMaF

Date de création du document 2011-1012

Table des matières

SPECIFIQUE :	3
I Le contenu du code de déontologie (CD).....	3
I.1 Devoirs généraux	5
I.1.1 Le respect de la vie et de la dignité du patient : Art. R4127-302.....	5
I.1.2 Le respect de la profession : Art. R4127-308.....	5
I.1.2.1 L'assurance d'une compétence.....	6
I.1.2.2 La garantie d'une relation de confiance	8
I.2 Devoirs envers les patients	11
I.2.1 Le consentement à la relation patient-professionnel.....	11
I.2.1.1 Le refus de soin par la sage-femme :.....	12
I.2.1.2 L'obligation d'information et le respect de la volonté du patient :.....	12
I.2.2 L'exécution de la relation patient-professionnel.....	14
I.3 Devoirs entre professionnels.....	15
NOTE(S) DU CHAPITRE	17
II Le respect du code :.....	17

PRÉ-REQUIS

- La profession de sage-femme

OBJECTIFS

SPECIFIQUE :

- Connaître les droits, devoirs et règles encadrant l'exercice professionnel

INTRODUCTION

Née de l'association de deux racines grecques, déon le devoir et logos le discours, la déontologie peut se définir littéralement par la science des devoirs.

C'est en 1825 que le mot "déontologie" apparaît pour la première fois en langue française, dans la traduction de l'ouvrage du philosophe utilitariste anglais Jeremy Bentham intitulée « Deontology or science of morality »

20 ans plus tard, le Professeur de médecine Max Simon, utilise le terme dans son ouvrage « Déontologie médicale. Des devoirs et des droits des médecins dans l'état actuel de la civilisation » qui coïncide avec le premier congrès médical. Dans son ouvrage, l'auteur prend conscience du pouvoir que la technique et les sciences confèrent aux médecins et prône la nécessité de fixer les limites de ces pouvoirs.

L'idée d'un texte sous forme de code va peu à peu se développer mais ce n'est qu'au XX ème siècle qu'apparaîtra le premier code de déontologie médical. Depuis, les déontologies professionnelles traditionnellement apanage des professions libérales, se sont multipliées et élargies à des professions les plus variées (architecte, expert-comptable, police nationale...)

I LE CONTENU DU CODE DE DÉONTOLOGIE (CD)

Initialement d'essence morale, le code de déontologie est devenu de nature réglementaire. Préparé par le conseil national de l'ordre, il est ensuite soumis au Conseil d'Etat et finalement au gouvernement, avant d'être publié au Journal Officiel sous la signature du Premier ministre et des ministres concernés par son application (*cf.note : 1*) . Le code de déontologie précise ainsi des dispositions réglementaires concernant un exercice professionnel. Cependant, ces dispositions sont subordonnées à d'autres textes plus importants, notamment la Constitution et les lois et doivent être compatibles avec d'autres décrets ; elles commandent aussi d'autres textes de moindre portée, en particulier les arrêtés.

Depuis le 1er code de 1949 (*cf.note : 2*) , plusieurs codes se sont succédés, modifiés par de nombreux décrets (*cf.note : 3*) . Aux codes de 1991 (*cf.note : 4*) et 2006 (*cf.note : 5*) , la dernière version de 2012 (*cf.note : 6*) actualise les dispositions réglementaires du code de la santé publique relatives à la déontologie des sages-femmes afin de tenir compte des

évolutions législatives et réglementaires, notamment celles apportées par la loi HPST de 2009 (*cf.note : 7*) en matière de suivi gynécologique de prévention.

Ce décret tend, également, à harmoniser les dispositions du code de déontologie des sages-femmes avec les dispositions équivalentes des autres codes des professions de santé. En effet, la révision du code résulte souvent des évolutions de la loi, des progrès scientifiques et techniques, des compétences et pratiques professionnelles, tout en affirmant le respect du droit des patients ainsi que l'indépendance de la profession.

La loi du 29 juillet 2004, a inséré le code de déontologie des sages-femmes dans la partie réglementaire du Code de Santé Publique (CSP) aux Art R 4127- 301 à R 4127-367 divisés en 6 sous sections :

- Sous-section 1, Art. R4127-301 à R4127-324 :
http://www.legifrance.com/affichCode.do;jsessionid=79832239B6281D4F5B7110BAD77A45F2.tpdjo10v_2?
[idSectionTA=LEGISCTA000006196420&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) : Devoirs généraux des sages-femmes dont l'art. R 4127-18 :
http://www.legifrance.com/affichCodeArticle.do;jsessionid=79832239B6281D4F5B7110BAD77A45F2.tpdjo10v_2?
[idArticle=LEGIARTI000026202949&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) énonçant les actes pertinents au regard des compétences et des techniques médicales en vigueur
- Sous-section 2, Art. R4127-325 à R4127-338 :
<http://www.legifrance.com/affichCode.do?>
[idSectionTA=LEGISCTA000006196421&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) : Devoirs envers les patientes et les nouveau-nés
- Sous-section 3, Art. R4127-339 à R4127-353 :
<http://www.legifrance.com/affichCode.do?>
[idSectionTA=LEGISCTA000006198783&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) Règles particulières aux différentes formes d'exercice (libéral, salarié et en qualité d'expert),
- Sous-section 4, Art. R4127-354 à R4127-358 :
<http://www.legifrance.com/affichCode.do?>
[idSectionTA=LEGISCTA000006196423&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) : Devoirs de confraternité
- Sous-section 5, Art. R4127-359 à R4127-362 :
<http://www.legifrance.com/affichCode.do?>
[idSectionTA=LEGISCTA000006196424&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) Devoirs vis-à-vis des membres des autres professions de santé
- Sous-section 6, Art. R4127-363 à R4127-367 :
<http://www.legifrance.com/affichCode.do?>

[idSectionTA=LEGISCTA000006196425&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121129](#) : Dispositions diverses.

Une présentation thématique du code permet de réunir les articles selon les trois objectifs fixés par le législateur:

- Devoirs généraux de la sage-femme
- Devoirs envers les patientes et les nouveau-nés
- Devoirs entre professionnels

I.1 DEVOIRS GÉNÉRAUX

I.1.1 Le respect de la vie et de la dignité du patient : Art. R4127-302

Art. R4127-302 du CSP :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?](#)

[idArticle=LEGIARTI000006913097&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](#)

Ce principe constitutionnel et fondateur de toute déontologie de santé est repris au chapitre préliminaire du CSP consacré aux droits de la personne (Art L1110-2 du CSP :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=C7280124831706BBEEB8656E839213E2.tpdjo14v_2?](#)

[idArticle=LEGIARTI000006685743&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20080201](#) (cf.note : 8) ainsi que dans la Charte du patient hospitalisé.

I.1.2 Le respect de la profession : Art. R4127-308

Art. R4127-308 du CSP :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6E85537D28547F3BC750138320698560.tpdjo06v_1?](#)

[idArticle=LEGIARTI000026202963&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120725](#)

« La sage-femme doit éviter dans ses écrits et par ses propos toute atteinte à l'honneur de la profession ou toute publicité intéressant un tiers, un produit ou une firme quelconque et, d'une manière générale, tout ce qui est incompatible avec la dignité individuelle et professionnelle d'une sage-femme ».

Le devoir de s'abstenir de tout acte de nature à déconsidérer la profession dans son exercice ou en dehors permet la cohésion de la profession et la construction d'une relation de confiance avec le patient.

Ce principe est repris dans l'Art. R 4127-322 :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=36C76BA7FB4D85CD2003A50DF0BB6F26.tpdjo06v_1?](#)

[idArticle=LEGIARTI000006913122&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121](#)

129 étendant cette précaution de moralité à toute autre activité cumulée éventuellement avec l'exercice de la profession de sage-femme.

I.1.2.1 L'assurance d'une compétence

Le code de déontologie permet de mettre en évidence la compétence et la responsabilité des sages-femmes. Différents articles précisent :

- La liberté de prescription (dans son champ de compétence défini par l' art. L. 4151-4 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006688934&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20081204> caractéristique d'une profession médicale et de son indépendance : Art. R4127-312 : http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D4A237A3325E3062383097245435ACDE.tpdjo08v_1? <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=idArticle=LEGIARTI000006913109&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120916> . La liste des médicaments que peuvent prescrire est cependant définie par l' arrêté du 12 octobre 2011 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024686148&dateTexte=&categorieLien=id>
- Le développement professionnel continu : Art. R4127-304 : http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6E85537D28547F3BC750138320698560.tpdjo06v_1? <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=idArticle=LEGIARTI000026202969&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120725> . L'obligation d'entretenir et développer ses compétences doit se faire dans le cadre du développement professionnel continu obligatoire depuis 2009.
- La reconnaissance de ses limites professionnelles : Art. R4127-313 : http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF688F111C5847A5CDFDC52B25C887FC.tpdjo06v_1? <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=idArticle=LEGIARTI000006913110&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121130> « *Dans l'exercice de sa profession, la sage-femme ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, effectuer des actes ou donner des soins, ni formuler des prescriptions dans les domaines qui débordent sa compétence professionnelle ou dépassent ses possibilités* » Cet article est renforcé par Art. R4127-325 : http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF688F111C5847A5CDFDC52B25C887FC.tpdjo06v_1? <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=idArticle=LEGIARTI000006913125&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121130&categorieLien=id> qui reprend l'obligation contenue dans la loi de faire appel à un médecin en cas de pathologie et en ajoutant le cas où même si le champ de compétence de la sage-femme est respecté mais que cela correspond à une demande du patient ou de sa famille. « *Sauf cas de force majeure, notamment en l'absence de médecin ou pour faire face à un danger pressant, la sage-femme doit faire appel à un médecin lorsque les soins à donner débordent sa compétence professionnelle ou lorsque la famille l'exige* »

- La mention de la compétence et du diplôme selon des critères précis sur les feuilles de soin, plaques, annuaires et imprimés professionnels : Art. R4127-339 alinéa 2 et 3 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913144&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006913144&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103) : « *2° Le titre de formation lui permettant d'exercer sa profession ainsi que le nom de l'établissement où elle l'a obtenu. 3° Les autres titres de formation et fonctions dans les conditions autorisées par le conseil national de l'ordre* ». Par son contrôle l'ordre garantit au patient le niveau professionnel de la sage-femme.
- Le détail des actes : Art. R4127-318 :
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>
[idArticle=LEGIARTI000019412438&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20110905&oldAction=rechCodeArticle](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019412438&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20110905&oldAction=rechCodeArticle) Parmi les codes de déontologie des professions médicales, seul celui des sages-femmes comporte un article listant des actes : le Conseil national de l'ordre a souhaité ne faire apparaître dans cet article que les actes pouvant faire l'objet de contestation et sous une dénomination générale présentant l'avantage de ne pas avoir à présenter une liste exhaustive des pratiques professionnelles qui, au regard de l'évolution rapide de la science et des techniques médicales, deviendrait rapidement obsolète. Dans l'article R4127-318, il est en effet rédigé comme suit : “ pour les compétences qui lui sont attribuées, la sage-femme est autorisée à effectué notamment... ” De telles dénominations permettent également d'inclure d'autres actes qui ne sont pas aujourd'hui listés dans cet article **R.4127-318** et pourtant habituellement pratiqués par les sages-femmes. En effet, les sages-femmes sont autorisées à pratiquer l'ensemble des actes cliniques et techniques nécessaires à l'exercice de leur profession et dans la limite de leurs compétences. Le code de déontologie rappelle également que la sage-femme peut pratiquer sur prescription d'un médecin, hors de son champ de compétence: des soins en gynécologie pathologique (Art. R4127-324 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913124&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006913124&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103)) et des examens et techniques auprès des patientes et des fœtus présentant une grossesse pathologique (Art. R4127-318-III :
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>
[idArticle=LEGIARTI000019412438&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20110905&oldAction=rechCodeArticle](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000019412438&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20110905&oldAction=rechCodeArticle)).

I.1.2.2 La garantie d'une relation de confiance

La relation de confiance nécessaire à une prise en charge médicale de qualité s'appuie sur la certitude d'une compétence mais aussi l'absence de doute pour les patients sur l'existence d'une contrainte morale ou financière qui nuirait à la qualité des soins proposés par la sage-femme.

On trouvera donc dans le code de déontologie des articles permettant :

- Le respect de l'indépendance professionnelle quel que soit le mode d'exercice : Art. R4127-307 :

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9E04195FDE60F1AF7B3BD3141D697CCA.tpdjo06v_1?

idArticle=LEGIARTI000026202966&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120725&categorieLien=id «*La sage-femme ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit. La rémunération de la sage-femme ne peut être fondée sur des normes de productivité, de rendement horaire ou sur tout autre critère qui auraient pour conséquence une limitation ou un abandon de l'indépendance professionnelle de la sage-femme ou une atteinte à la qualité des soins.*» Le principe d'indépendance dans son diagnostic et dans ses soins est une garantie pour le patient. Elle écarte par principe tout conflit d'intérêt. Elle s'exerce toujours dans l'intérêt des patientes mais aussi de l'économie des soins : Art.R4127-312

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D4A237A3325E3062383097245435ACDE.tpdjo08v_1?

idArticle=LEGIARTI000006913109&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120916 «*La sage-femme est libre dans ses prescriptions dans les limites fixées par l'article L. 4151-4 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006688934&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20081204> (qui définit notre champ de compétence). Elle doit dans ses actes et ses prescriptions observer la plus stricte économie compatible avec l'efficacité des soins et l'intérêt de sa patiente* ». L'indépendance professionnelle est garantie quel que soit le mode d'exercice de la sage-femme en particulier :

- dans le cadre de l'exercice salarié : Art. R4127-348 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
idArticle=LEGIARTI000006913158&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103
- dans le cas de contrat liant des sages-femmes libérales : Art. R4127-345 :
http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=B72213E0B6B4D1E4835BB38B0873E19E.tpdjo14v_2?
cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000006913152&dateTexte=20121022&categorieLien=cid

- en cas de médecine de groupe comme dans une maison médicale, Art. R4127-347-1 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6E85537D28547F3BC750138320698560.tpdjo06v_1?
<idArticle=LEGIARTI000026202167&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120725>
 - ou si la sage-femme doit témoigner comme expert auprès des tribunaux. Art. R4127-351 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=C202488FD503E7C41596D6A7A30F62B2.tpdjo06v_2?
<idArticle=LEGIARTI000006913161&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131>
- La prescription de la rédaction de rapports tendancieux ou certificats de complaisance : Art. R4127-335 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8FAF68B8D2036913B69D49BB69412216.tpdjo16v_2?
<idArticle=LEGIARTI000006913136&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826>
 - L'interdiction de toute participation ou aide à un exercice illégal de la profession : Art. R4127-320 : <http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006913120&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20111201&oldAction=rechCodeArticle>
 - L'interdiction de compérage : accords entre plusieurs professionnels dans le but d'obtenir des avantages au détriment du patient ou de tiers. Art. R4127-321 :
http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8B768E0731C062EF1182243B4A02C253.tpdjo14v_2?
<idArticle=LEGIARTI000006913121&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20111201&categorieLien=id>
 - Le respect du secret professionnel : (Art. R4127-303 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6E85537D28547F3BC750138320698560.tpdjo06v_1?
<idArticle=LEGIARTI000026202974&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120725>) s'étendant aux personnes assistant le professionnel et au témoignage en justice (Art. R4127-363 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
<idArticle=LEGIARTI000006913179&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103>)
 - L'interdiction de s'immiscer dans les affaires de famille et de la vie privée : Art. R4127-338 : <http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>

- [idArticle=LEGIARTI000006913141&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20110912&categorieLien=id](#)
- L'interdiction de proposer des remèdes ou procédés non validés sur le plan scientifique : Art. R4127-314 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?](#)
 - La protection des personnes victimes de sévices : Art. R4127-316 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?](#)
 - La protection des personnes victimes de sévices et de celles en danger immédiat : Art. R4127-315 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?](#)
 - La protection des mineures et incapables majeures : Art. R4127-315 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?](#)
 - L'assurance de pouvoir examiner des personnes privées de liberté : Art. R4127-317 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=1ABB8AB6AA23D1C1959C60CC3E35A35A.tpdjo15v_3?](#)
 - L'obligation de la sécurité des actes de soin : Art. R4127-309 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A59BD54BF294D22FF83548CA00E9B575.tpdjo04v_2?](#)
 - L'interdiction d'exercer la profession comme un commerce : Art. R4127-310 :
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=2ACD471365765D93B5DDEFC7E008CC34.tpdjo05v_1?](#)

=20080201 , dans un local commercial : Art. R4127-321 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A59BD54BF294D22FF83548CA00E9B575.tpdjo04v_2?

[idArticle=LEGIARTI000006913121&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20101117](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGIARTI000006913121&idArticle=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20101117) ou sur plusieurs lieux sauf si il existe un besoin de la population ou d'équipement particulier (échographe, piscine) et avec l'autorisation du Conseil de l'ordre : Art. R4127-346 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000006913155&dateTexte=20120525>

- L'Interdiction de faire de la publicité pour son activité : Art. R4127-340 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?
[idArticle=LEGIARTI000006913146&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGIARTI000006913146&idArticle=LEGIARTI000006913146&dateTexte=20120719)
- L'interdiction de distribuer à des fins lucratives des médicaments, remèdes ou produits : Art. R4127-311 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913108&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGIARTI000006913108&idArticle=LEGIARTI000006913108&dateTexte=20100103)
- La lutte contre les avantages injustifiés et la recherche d'un profit économique: Art. R4127-319 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGIARTI000006913119&idArticle=LEGIARTI000006913119&dateTexte=20121130> et 323 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=2ACD471365765D93B5DDEFC7E008CC34.tpdjo05v_1?
[idArticle=LEGIARTI000006913123&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20080201](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGIARTI000006913123&idArticle=LEGIARTI000006913123&dateTexte=20080201)

I.2 DEVOIRS ENVERS LES PATIENTS

La patiente et le nouveau-né sont le centre d'intérêt de la sage-femme comme celui de tous les professionnels de santé. Les règles déontologiques en accordant une place importante aux devoirs envers eux agissent ainsi sur la réussite et la qualité du contrat médical passé entre eux et la sage-femme.

Les articles du code concernés portent donc sur le consentement ainsi que l'exécution du contrat.

I.2.1 Le consentement à la relation patient-professionnel

La relation contractuelle née de la rencontre entre la sage-femme et la patiente ou le nouveau-né s'établit grâce à une connaissance et un accord réciproque : la sage-femme a

la possibilité de refuser les soins, l'obligation d'informer le patient tout en respectant sa volonté :

I.2.1.1 Le refus de soin par la sage-femme :

Art. R4127-328 :

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8FAF68B8D2036913B69D49BB69412216.tpdjo16v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913129&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8FAF68B8D2036913B69D49BB69412216.tpdjo16v_2?idArticle=LEGIARTI000006913129&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826)

« Hors le cas d'urgence et sous réserve de ne pas manquer à ses devoirs d'humanité ou à ses obligations d'assistance, une sage-femme a le droit de refuser des soins pour des raisons professionnelles ou personnelles. »

C'est un droit mais strictement encadré car il s'accompagne du principe essentiel de continuité des soins représenté par :

- l'obligation de porter assistance Art. R4127-315 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913112&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?idArticle=LEGIARTI000006913112&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103)
- le devoir de porter secours lorsque la situation l'exige Art. R4127-302 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913097&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?idArticle=LEGIARTI000006913097&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103)
- l'interdiction de toute discrimination Art. R4127-305 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913102&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?idArticle=LEGIARTI000006913102&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103)

Cette possibilité est renforcée par l'Art. R4127-324 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?

[idArticle=LEGIARTI000006913124&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?idArticle=LEGIARTI000006913124&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103) reprenant l'art. L 2212-8 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000021939947&dateTexte=20121130> du CSP pour ce qui concerne l'IVG : dans ce cas, ce refus est alors sans restriction (clause de conscience).

I.2.1.2 L'obligation d'information et le respect de la volonté du patient :

La loi du 4 mars 2002 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000227015> a renforcé et précisé cette obligation, l'accompagnant d'une obligation de recueillir le consentement.

On trouve notamment dans l'art. L 1111 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=F31C9AD125A489B3EC85AE26527E9E8C.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000020890189&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=2011108&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=F31C9AD125A489B3EC85AE26527E9E8C.tpdjo15v_3?) codifiant cette loi, la notion que : « *La patiente si elle le souhaite peut être tenue dans l'ignorance d'un diagnostic ou d'un pronostic (sauf si il existe un risque de transmission à un tiers)* ».

L'alinéa 7 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=F31C9AD125A489B3EC85AE26527E9E8C.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000024316824&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=2011108&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=F31C9AD125A489B3EC85AE26527E9E8C.tpdjo15v_3?) de ce même article L 1111 ajoute que toute personne a accès à l'ensemble des informations concernant sa santé détenues, à quelque titre que ce soit, par des professionnels et établissements de santé.

Le code de déontologie ayant toujours donné au professionnel la possibilité de taire une information sur sa propre initiative, a donc conditionné cette règle déontologique à la loi en précisant la réserve de l'art. L 1111 : « *Sous réserve des dispositions de l'article L. 1111-7 et pour des raisons légitimes que la sage-femme apprécie en conscience, une patiente peut être laissée dans l'ignorance d'un diagnostic ou d'un pronostic grave la concernant* ».

On s'aperçoit qu'il existe une différence entre les textes qu'il faut interpréter en se souvenant de la suprématie de la loi sur le règlement et que la restriction du code de déontologie devrait théoriquement s'effacer devant le droit du patient.

Cette obligation d'information concerne aussi les aspects financiers de la relation patient-sage-femme : Art. R4127-341 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?
[idArticle=LEGIARTI00006913147&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?) qui impose à la professionnelle d'afficher dans sa salle d'attente ses honoraires et tarifs, ce qui ne l'épargne pas de fixer ceux-ci avec tact et mesure, sans jamais refuser de les expliquer à la patiente .

Le respect de la volonté du patient dans le choix de son médecin et de sa sage-femme est également un principe essentiel du droit médical français qui est clairement repris dans le code de déontologie : Art. R4127-306 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=C501C48C77C405BA2F4C2D55F73A247E.tpdjo13v_1?

[idArticle=LEGIARTI000006913103&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20130101](#) « *La sage-femme doit respecter le droit que possède toute personne de choisir librement son praticien, sage-femme ou médecin, ainsi que l'établissement où elle souhaite recevoir des soins ou accoucher ; elle doit faciliter l'exercice de ce droit* ».

I.2.2 L'exécution de la relation patient-professionnel

Durant toute la durée des soins l'obligation d'assurer des soins consciencieux conformes aux données scientifiques du moment et adaptés à chaque patient en fonction des connaissances acquises ou mieux, actualisées, pèse sur la sage-femme.

« *Dès lors qu'elle a accepté de répondre à une demande, la sage-femme s'engage à assurer personnellement avec conscience et dévouement les soins conformes aux données scientifiques du moment que requièrent la patiente et le nouveau-né* » : Art. R4127-325 :

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9104D43894A96546C6C7361B8A784B38.tpdjo06v_2?

[idArticle=LEGIARTI000006913125&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131](#)

Le code précise qu'il existe :

- Des obligations :
 - Elaborer le diagnostic avec le plus grand soin Art. R4127-326 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=129AE119DC706DAA95B16B7FA9EC9C8D.tpdjo06v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913126&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131&categorieLien=id](#)
 - Rédiger une prescription appropriée et de manière claire et compréhensible Art. R4127-333 :
http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=00ABF7EEC366FE9ECC93D33D682D0D78.tpdjo17v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913134&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20121029&categorieLien=id](#) et Art. R4127-334 :
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>
[idArticle=LEGIARTI000006913135&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=](#)
 - Se comporter avec compréhension, correction Art. R4127-327 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=76AF28D6A58D56866AED9221808F388F.tpdjo02v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913127&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20080314](#)
 - Assurer la continuité des soins Art. R4127-328 :
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=849EDE020E2>

BDDA5EB7E60A45627596A.tpdjo02v_3?

idArticle=LEGIARTI000006913129&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20080314&categorieLien=id

- Elaborer des documents médicaux couverts par le secret professionnel Art. R4127-333 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006912895&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100902&oldAction=rechCodeArticle>
- Transmettre les informations à un confrère amené à intervenir sur la même patiente Art. R4127-328 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8FAF68B8D2036913B69D49BB69412216.tpdjo16v_2?
idArticle=LEGIARTI000006913129&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826
- L'interdiction d'abandonner le patient ou de lui nuire en cessant les soins Art. R4127-325 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9104D43894A96546C6C7361B8A784B38.tpdjo06v_2?
idArticle=LEGIARTI000006913125&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131 et Art. R4127-329 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9104D43894A96546C6C7361B8A784B38.tpdjo06v_2?
idArticle=LEGIARTI000006913130&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131 les situations de danger étant prises en compte

● Des obligations à visée sociale :

- Prendre les mesures afin d'obtenir la protection des sévices : Art. R4127-316:
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
idArticle=LEGIARTI000006913113&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103
- Faciliter l'accès à toute aide sociale : Art. R4127-336 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
idArticle=LEGIARTI000006913137&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103

I.3 DEVOIRS ENTRE PROFESSIONNELS

Les relations professionnelles doivent être de bonne qualité car c'est le patient qui en bénéficie.

Le code de déontologie contient un certain nombre d'articles permettant respect, estime mutuel se matérialisant par la confraternité.

Ce sont :

- L'entretien de bonnes relations réciproques : Art. R4127-359 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913172&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913172&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103)
- La bonne entente, le respect, la confiance, l'assistance, la loyauté et la solidarité : Art. R4127-354 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=2B635CA33A568A29B3B9B067D894115C.tpdjo11v_3?
[idArticle=LEGIARTI000006913165&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050422](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913165&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050422)
- L'interdiction du détournement de clientèle : Art. R4127-335 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=8FAF68B8D2036913B69D49BB69412216.tpdjo16v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913136&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913136&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826)
- L'obligation de faire appel à un médecin quand ses compétences sont dépassées : Art. R4127-313 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000006913110&dateTexte=20121130> et Art. R4127-325 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9104D43894A96546C6C7361B8A784B38.tpdjo06v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913125&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913125&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20070131)
- Le remplacement par une sage-femme est organisé pour assurer la continuité des soins mais ne doit pas conduire à une dissension entre les professionnels : Art. R4127-342 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?
[idArticle=LEGIARTI000006913148&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913148&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719) et Art. R4127-356 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=9B40216F42B92AFEBD8679F4FEE17AE1.tpdjo16v_2?
[idArticle=LEGIARTI000006913167&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=LEGIARTI000006913167&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20050826)

Les rapports entre sages-femmes sont précisés lorsqu'il existe un risque de défaut de l'indépendance professionnelle :

- L'interdiction à la sage-femme libérale de salariée une sage-femme Art. R4127-343 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?
idArticle=LEGIARTI000006913149&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719 et de faire gérer son cabinet par une consoeur Art. R4127-344 :
http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=A5B887FAF13AC2C5BCEC851EF8626343.tpdjo08v_1?
idArticle=LEGIARTI000006913150&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20120719

NOTE(S) DU CHAPITRE

1 : Article L 4127 -1 du Code de la Santé publique: « Un code de déontologie, propre à chacune des professions de médecins, chirurgiens dentistes et sages femmes, préparé par le Conseil national de l'ordre intéressé, est édicté sous la forme d'un décret en conseil d'état ».

2 : décret n° 91-779 du 8 août 1991

3 : décret n°71-902 du 8 novembre 1971, décret 76-770 du 10 août 1976, décret n° 80-518 du 8 juillet 1980, décret n° 86-124 du 23 janvier 1986

4 : décret n° 91-779 du 8 août 1991

5 : décret n° 2006-1268 du 17 octobre 2006

6 : décret n° 2012-881 du 17 juillet 2012 portant modification du code de déontologie des sages-femmes

7 : Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires

8 : Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé

II LE RESPECT DU CODE :

Le code s'impose à toutes les sages-femmes inscrites au tableau de l'ordre, aux étudiants sages-femmes exerçant sous licence de remplacement ainsi qu'aux sages-femmes exécutant un acte professionnel dans le cadre de la prestation de service transfrontalière.

Art. R4127-301 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000006913096&dateTexte=&categorieLien=cid>.

Lors de son inscription au tableau de l'ordre (obligatoire pour exercer Art L4111-1 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>

[idArticle=LEGIARTI000021503642&cidTexte=LEGITEXT000006072665](#) et 4112-1 :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>

[idArticle=LEGIARTI000021503624&cidTexte=LEGITEXT000006072665](#) CSP) la sage-femme doit s'engager par écrit à respecter les règles du code de déontologie : Art

R4127

365

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=05834A0848DF781880FBFA8F34E0BA02.tpdjo15v_3?

[idArticle=LEGIARTI000006913181&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100103](#)

Pour veiller au maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement et à l'observation, par tous ses membres, des devoirs professionnels, ainsi que des règles édictées par le code de déontologie (article L. 4121-2 : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?>

[cidTexte=LEGITEXT000006072665&idArticle=LEGIARTI000006688698&dateTexte=20090722](#)

(du code de la santé publique), l'Ordre dispose d'un pouvoir disciplinaire sur ses membres à travers des juridictions disciplinaires.

En effet, la sage-femme peut voir sa responsabilité engagée devant ces juridictions pour toute infraction au code de déontologie ainsi que tout acte de nature à déconsidérer la profession.

Différentes sanctions pouvant être prononcées à l'issue de la procédure : l'avertissement, le blâme, l'interdiction temporaire avec ou sans sursis ou l'interdiction permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions de sage-femme ainsi que la radiation du tableau de l'Ordre.

Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil interrégional, du Conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance et de la chambre disciplinaire nationale de l'Ordre pendant une durée de trois ans; les peines suivantes comportent la privation de ce droit à titre définitif.

CONCLUSION

Le code de déontologie vise, tout d'abord, à fixer les règles et devoirs qui régissent la profession et doit servir de guide aux sages-femmes dans leur pratique quotidienne, au service des patientes et des nouveau-nés.

C'est également un texte qui permet de préciser le champ d'intervention des sages-femmes dont les compétences sont définies par la loi.

Le nouveau décret de 2012, nécessaire au regard de la riche activité législative intervenues ces dernières années, intègre l'extension des compétences des sages-femmes dans leur exercice professionnel. Il permet aux professionnels d'exercer leurs missions dans un cadre juridique plus sécuritaire.